

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 01408 Numéro SIREN : 418 782 025 Nom ou dénomination : 5ASEC R I F

Ce dépôt a été enregistré le 27/10/2022 sous le numéro de dépôt 145545

5àSec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320 ,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

COMPTES ANNUELS

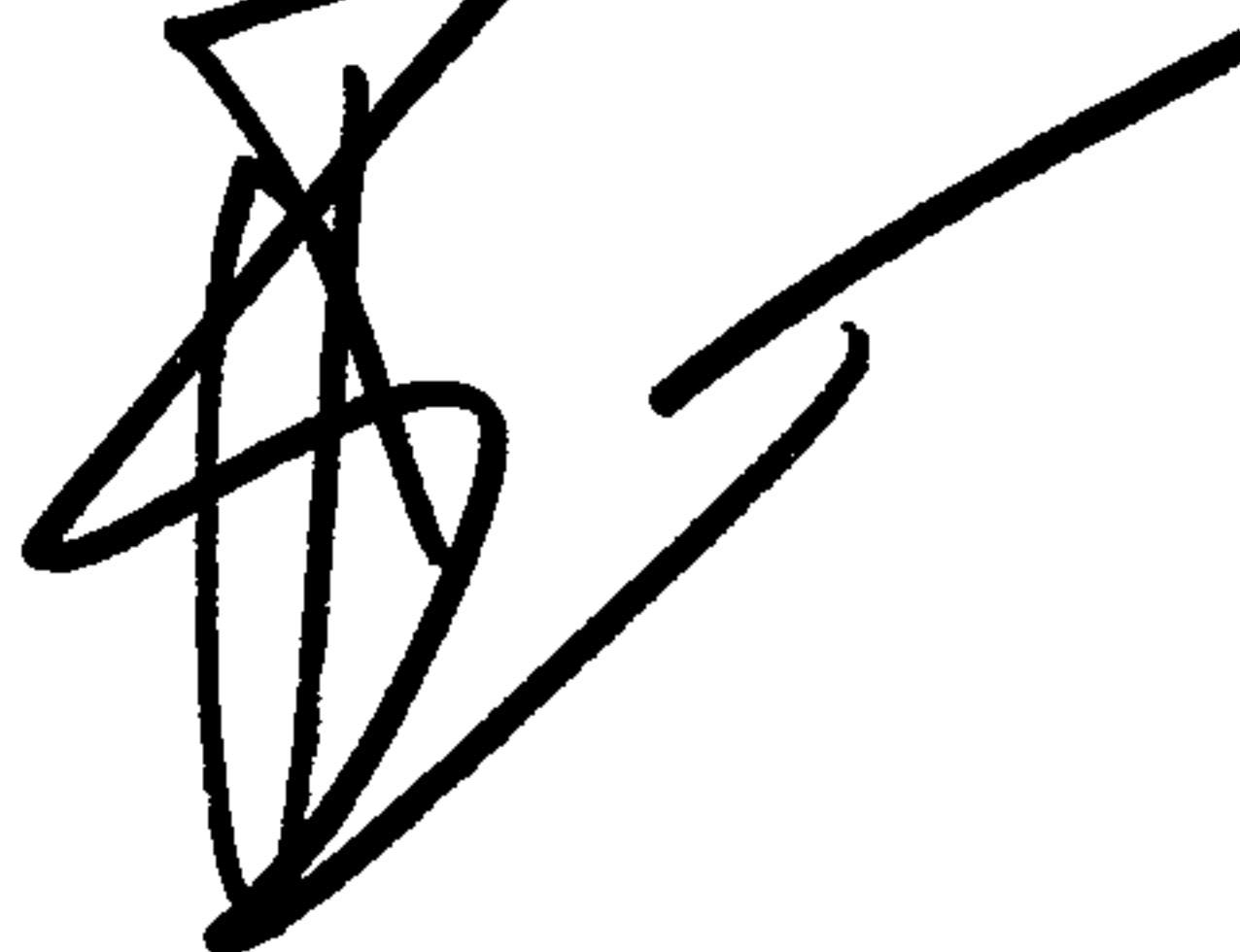
BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	31 185	580 553	
Frais de développement	6 558	16 558	(10 000)	396
Concessions, brevets et droits similaires	811 978	807 743	4 235	(11 200)
Fonds commercial	44 525 359	14 757 411	29 767 948	22 205 321
Autres immobilisations incorporelles	728 777	216 900	511 877	203 557
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	589 061	497 201	91 860	113 175
Installations tech., matériels et outillages industriels	10 243 257	9 606 942	636 316	606 642
Autres immobilisations corporelles	17 688 795	16 208 245	1 480 550	932 816
Immobilisations en cours	38 103		38 103	103 766
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 992 503		2 992 503	2 993 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	6 122		6 122	(402)
Prêts	(290)		(290)	
Autres immobilisations financières	1 816 121	409 488	1 406 633	935 225
TOTAL (I)	80 058 083	42 551 673	37 506 410	28 082 801
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	333 616		333 616	305 916
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 023 989	278 290	1 745 699	636 661
Autres	4 170 985		4 170 985	1 455 730
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	13 863		13 863	6 932
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	4 955 296		4 955 296	1 021 604
<i>Charges constatées d'avance</i>	985 428		985 428	726 427
TOTAL (II)	12 483 178	278 290	12 204 887	4 153 269
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	92 541 261	42 829 964	49 711 297	32 236 070

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2021	Du 01/01/2020
	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20895320.58	20 895 321	20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale	434 260	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	(763 553)	(916)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 996 155	(6 302 480)
Subventions d'investissement	188 036	135 000
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	22 750 219	15 161 184
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	5 930	6 242
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)	5 930	6 242
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	624 156	433 040
Provisions pour charges		(2 324)
TOTAL (II)	624 156	430 716
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	955 776	4 964 071
Emprunts et dettes financières diverses	6 906 721	671
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	670 476	472 489
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 448 101	7 505 693
Dettes fiscales et sociales	4 180 466	3 141 779
Autres dettes	1 169 453	553 227
TOTAL (III)	26 330 993	16 637 929
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	49 711 297	32 236 070

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	10		10	700
Production vendue de services	27 903 951		27 903 951	16 035 345
Chiffre d'affaires Net	27 903 961		27 903 961	16 036 045
Subventions d'exploitation reçues			1 349 103	32 121
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			226 201	50 049
Autres produits			603	9 316
TOTAL (I)			29 479 868	16 127 531
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			7 347	2 539
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 646 055	1 015 151
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			118 517	(8 281)
Autres achats et charges externes *			17 325 742	11 275 701
Impôts, taxes et versements assimilés			725 443	713 831
Salaires et traitements			10 021 045	6 050 954
Charges sociales			2 048 436	1 492 989
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 356 994	618 756
Dotations aux provisions sur immobilisations			1 028 663	
Dotations aux provisions sur actif circulant			80 125	35 895
Autres charges			294 992	162 234
TOTAL (II)			34 653 360	21 359 769
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			655 737	492 299
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(5 173 492)	(5 232 238)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				31
TOTAL (V)				31
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées			433 910	895 172
TOTAL (VI)			433 910	895 172
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(433 910)	(895 140)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			(5 607 402)	(6 127 378)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 871 248	2 388
Sur opérations en capital	6 857 074	3 325 929
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 340 334	60 565
TOTAL (VII)	12 068 655	3 388 881
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	399 710	1 998 251
Sur opérations en capital	1 722 164	6 242
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 343 225	1 559 490
TOTAL (VIII)	4 465 098	3 563 983
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	7 603 557	(175 102)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	41 548 523	19 516 444
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	39 552 368	25 818 924
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 996 155	(6 302 480)

Annexes

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 49711297.31 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 1996155.32 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
 - Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément au principe de continuité d'exploitation, qui est notamment assuré par le soutien financier accordé par Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la Société.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2022 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/21	31/12/20
CAPEX	3% du CA	3% du CA
Frais de structure	3% du CA	3% du CA
Taux d'actualisation	12,12%	11,82%
Croissance à l'infini	1,4%	1,6%
Fiscalité	25,8 % sur la Valeur terminale	25,8 % sur la Valeur terminale

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation).

Dans les deux cas (mise en œuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, dix magasins ont fait l'objet d'une dépréciation pour un montant global de - 677 k€.

L'analyse de sensibilité est la suivante :

Montant en milliers d'euros :

Taux de croissai		10,62%	11,12%	11,62%	12,12%	12,62%	13,12%	13,62%
	1,30%	(525)	(572)	(630)	(683)	(732)	(776)	(817)
	1,35%	(522)	(569)	(626)	(680)	(729)	(774)	(815)
	1,40%	(519)	(566)	(623)	(677)	(726)	(771)	(812)
	1,45%	(515)	(563)	(619)	(673)	(723)	(768)	(810)
	1,50%	(512)	(560)	(615)	(670)	(720)	(765)	(807)

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de 3 magasins (Caen 6 juin, Saint Egrève, Croix des petits Champs à Paris) et de la cession de 3 autres (Elbeuf, Meylan et Neuilly), la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 540 K€, dépréciations qui portaient la valeur nette comptable de ces actifs à 94 k€.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 525 K€, la dépréciation globale est de 14 757 k€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au cout de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels informatiques de 2 à 7 ans
- Agencement des constructions 10 ans
- Matériel et outillage de 2 à 10 ans

▪ Agencements, aménagements et installations	10 ans
▪ Matériel de transport	3 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
▪ Mobilier	de 7 à 8 ans

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition.
La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quote-part de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.
Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.
Au cours de l'exercice, les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 325k€ portant la dépréciation globale à 409k€.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.
Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.
Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.
Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V. CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.
Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté.

Les provisions pour risques inscrites au bilan de clôture, soit un montant de 624 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

- Contrôles fiscaux :

La société 5 à SEC RIF a fait l'objet d'un contrôle de vérification de l'application des législations de sécurité sociale, d'assurance chômage et de garantie des salaires au cours de l'année 2013. Ce contrôle de vérification a donné lieu à redressement pour un montant initial de 292 K€, hors pénalités, régulièrement inscrit dans les comptes. Compte tenu du délai de prescription, le solde non réclamé a été totalement repris dans les comptes de la Société (178 k€).

VII. Crédit d'Impôt Recherche :

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 19 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

VIII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 1.0 % (vs 0,5% lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 1.9% des salaires iso (vs 1,8 % retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2015-2017 par sexe)

IX. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédures collectives de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TTC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (165 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 6 ans s'élève à 3 143 k€.

Montant en euros	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027
Dettes Fournisseurs	88 114	88 114	88 114	88 114	88 114	1 233 596
Dettes fiscales non courant	28 396	28 396	28 396	28 396	28 396	397 543
Dettes sociales non courant	12 910	12 910	12 910	12 910	12 910	180 742
Emprunts auprès de établissement de crédit	36 007	36 007	36 007	36 007	36 007	504 094
TOTAL CREANCIERS OPTION LONGUE	165 427	165 427	165 427	165 427	165 427	2 315 975

▪ Acquisitions et cessions :

En date du 15 février 2021, la Société a acquis l'intégralité des parts de la SAS Sopress auprès de la société Presspro. La société Sopress exploite deux pressings dans le centre de Lyon.

En date du 13 avril 2021, la société a procédé à la cession d'un droit au bail sis à Neuilly (provenance de la société absorbée GSBC). La cession du magasin d'Elbeuf est intervenue le 1^{er} juin 2021. Puis, en date du 18 juin 2021, la société a procédé à la cession d'un fonds de commerce, sis à Meylan (provenance de la société absorbée Press38).

- **Opérations de restructuration juridique :**

5àSec RIF a absorbé, par voie de fusion, les sociétés Teintureries Letourneur, Soyez BCBG, GSBC et Newpresspro. La fusion de la société Part Dieu est intervenue le 22 juin 2021. La transmission universelle de patrimoine de la société Sopress a été réalisée en date du 30 septembre 2021. Les autres fusions ont un effet année pleine.

Compte tenu de ces opérations de restructuration juridique le bilan et le compte de résultat au 31/12/2021 présentent une comparabilité limitée avec le bilan et compte de résultat au 31/12/2020.

- **Financement :**

En mai 2021, la Société a sollicité une demande de prêt relais en attendant de recevoir les aides prévues dans le cadre du COVID. Le 1^{er} juin 2021, la Société a ainsi perçu un prêt 1 500 k€ auprès du CODEFI. À la suite de l'obtention partielle de ces aides, le prêt relais a été remboursé à hauteur de 1 316 k€.

Evènements postérieurs à la clôture

- **Activité**

Sur le début de l'année 2022, le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine) implique une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations (*)	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement	4 558		613 738
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 326 630		11 739 484
TOTAL	34 331 188		12 353 222
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	328 767		238 951
Installations techniques, matériel et outillages ind.	5 440 735		4 802 523
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	10 677 672		5 553 366
Mat. de transport	187 814		42 058
Mat. de bureau et info., mobilier	659 786		568 099
Immobilisations corporelles en cours	103 766		
Avances et acomptes			
TOTAL	17 419 883		11 204 997
<i>Immobilisations financières</i>			
Autres participations	2 993 503		
Autres titres immobilisés	(402)		6 524
Prêts et autres immobilisations financières	992 713		823 118
TOTAL	3 985 815		829 642
TOTAL GENERAL	55 736 886		24 387 861

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Reévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			618 296	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			46 066 114	
TOTAL		(0)	46 684 411	
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const			567 718	
Installations techniques, matériel et outillages ind.			10 243 257	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			16 231 038	
Mat. de transport			229 872	
Mat. de bureau et info., mobilier			1 227 886	
Immobilisations corporelles en cours		65 664	38 103	
TOTAL		65 664	28 559 216	
Autres participations		1 000	2 992 503	
Autres titres immobilisés			6 122	
Prêts et autres immobilisations financières			1 815 831	
TOTAL		1 000	4 814 456	
TOTAL GENERAL		66 664	80 058 083	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment. (*)	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	4 162	43 581		47 744
Autres postes d'immo. incorp.	711 416	313 227		1 024 643
TOTAL	715 578	356 808		1 072 386
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	215 592	260 267		475 859
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	4 834 093	4 772 849		9 606 942
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	9 766 782	5 140 967		14 907 749
Matériel de transport	187 525	39 337		226 862
Mat. de bureau et informatique, mobilier	638 149	435 485		1 073 634
TOTAL	15 663 484	10 648 905		26 312 388
TOTAL GENERAL	16 379 062	11 005 713		27 384 774

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Note : la Société ne comptabilise pas d'amortissements ou de provisions dérogatoires

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions réglémentées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour litiges	433 040	341 500	(150 384)	624 156
Autres provisions pour risques et charges	(2 324)	2 324		
TOTAL	430 716	343 824	(150 384)	624 156

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	11 217 536	4 062 816	(522 940)	14 757 411
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations		3 188 279	(3 188 279)	
Immobilisations financières	57 488	352 000		409 488
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	41 085	237 205		278 290
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	11 316 109	7 840 300	(3 711 219)	15 445 190
TOTAL GENERAL	11 746 825	8 184 124	(3 861 603)	16 069 345
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		2 465 782		
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles		2 343 225	(3 861 603)	
Dont apport des sociétés fusionnées		3 375 117		
(*) En ce inclus les apports des sociétés fusionnées				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<i>De l'actif immobilisé</i>			
Prêts (1) (2)	(290)		(290)
Autres immobilisations financières	1 816 121		1 816 121
<i>De l'actif circulant</i>			
Clients douteux ou litigieux	5 943	5 943	
Autres créances clients	2 018 046	2 018 046	
Personnel et comptes rattachés	70 705	70 705	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	155 812	155 812	
Impôts sur les bénéfices	93 669	93 669	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 697 257	1 697 257	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	452	452	
Groupe et associés (2)	1 894 698	1 894 698	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	258 392	258 392	
Charges constatées d'avance	985 428	985 428	
TOTAL	8 996 233	7 180 402	1 815 831
<i>(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice</i>			
<i>(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice</i>	290		
<i>(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques</i>			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an (*)	A plus de 5 ans (*)
Emprunts et dettes auprès des étabs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	45 995	45 995		
- à plus d'1 an à l'origine	909 781	77 350	127 832	704 599
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 676	2 676		
Fournisseurs et comptes rattachés	12 448 101	10 862 049	88 114	1 497 938
Personnel et comptes rattachés	1 633 092	1 633 092		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 088 764	856 381	12 910	219 473
Taxe sur la valeur ajoutée	1 235 838	724 711	28 396	482 731
Autres impôts, taxes et assimilés	222 773	222 773		
Groupe et associés (2)	6 904 045	6 904 045		
Autres dettes	1 169 453	1 169 453		
TOTAL	25 660 517	22 498 525	257 252	2 904 741
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 534 656			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 914 526			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

* dont échéances à plus d'un an liées à l'exécution du plan de redressement par continuation jusqu'en 2027.

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38 007	5 173
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 335 062	1 925 622
Dettes fiscales et sociales	2 154 255	1 381 783
TOTAL	4 527 324	3 312 578

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
16884000 Intérêts courus Sur emprunts auprès des établissements de crédit	32 834	
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	5 173
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	2 335 062	1 925 622
42810000 PROV 35 HEURES	143 832	62 865
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	1 131 064	648 512
42862000 PROV SUR PRIMES	217 546	93 900
42865000 prov ind CDD	14 804	9 435
43810000 PROVISION CHGES MODULATION	31 977	23 498
43820000 Charges sociales sur congés à payer	221 187	199 058
43830000 CH SOC / primes	77 624	42 130
43860000 Autres charges à payer	17 706	
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	78 850	230 641
43861000 CH SOC / 35 HEURES	14 465	
43862000 ch / prov ind CDD		2 642
43864000 C.I.L	70 954	27 310
43865000 TAXE APPRENTISSAGE	38 710	39 761
43868000 AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	89 127	
44860000 Etat Charges à payer	6 406	2 031
TOTAL	4 527 324	3 312 578

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	215 172	
Autres créances	141 197	(26 397)
TOTAL	356 369	(26 397)

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
41800000 Clients Produits non encore facturés	174 790	
41810000 Clients Factures à établir	40 381	
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	139 785	-26 397
TOTAL	356 369	(26 397)

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'exploitation	985 428	726 427
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	985 428	726 427

Fonds commercial

	31/12/2020			Mouvements de l'exercice			31/12/2021		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport des fusions	Sortie	Dotations	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 291 602	22 320	7 313 922	5 829 733	-311 409		7 291 602	5 540 644	12 832 246
Droit au bail	1 284 589		1 284 589	1 377 656	-156 860		1 284 589	1 220 796	2 505 385
Droit d'entrée	571 219		571 219	333 320			571 219	333 320	904 539
Mali technique	0	24 673 583	24 673 583	4 505 453	-167 071		0,00	29 011 965	29 011 965
Valeur brute	9 157 410	24 695 903	33 843 313	12 046 163	-635 340		9 147 410	36 106 726	45 254 136
Dépréciation			-11 447 935	-3 403 293	540 080	-676 663			-14 987 810
VNC			22 395 379	8 642 870	-95 260	-			30 266 326

A l'ouverture, la société a réintégré des droits d'entrées pour une valeur brute de 420 k€, partiellement déprécié à hauteur de 230 k€.

Les principales variations de la période concernent :

- Les apports des sociétés fusionnées
- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.
- A la suite de la fermeture ou la cession de 6 magasins, la Société a procédé à la sortie des fonds de commerce ou droits au bail et des dépréciations associées.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 45 254 K€, la dépréciation globale est de -14 987 K€.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321

Pas de mouvement sur l'exercice.

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fusions	Fin exercice
Capital Social	20 895 321			20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0			0
Réserve légale	434 260		0	434 260
Autres réserves	0			0
Report A nouveau	-916	-6 302 480	7 066 033	763 553
Résultat 2020	-6 302 480	6 302 480		
Résultat 2021				1 996 155
TOTAL	15 026 184		7 066 033	22 562 182

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	10
Ventes de produits finis	
Prestations de services	27 903 951
TOTAL	27 903 961

Répartition par marché géographique	Montant
France	27 903 961
Etranger	0
TOTAL	27 903 961

Décomposition du résultat exceptionnel

Le bénéfice exceptionnel de 7 604 k€ de l'exercice s'explique principalement par :

- les abandons consentis par les tiers ayant choisi l'option courte (paiement immédiat de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation + 6 078 k€
- l'abandon de créance consenti par l'actionnaire dans le cadre du rachat de créances de fournisseurs privilégiés + 558 k€
- les honoraires de conseil dont ceux engagés dans le cadre des procédures collectives : - 367 k€
- les reprises nettes pour dépréciation des actifs apportées par les fusions + 1 107 k€
- les dotations nettes pour litiges et contentieux sociaux : - 109 k€
- les régularisations nettes sur exercices antérieurs (fournisseurs, charges sociales) : + 421 k€
- les moins-values sur cession et mise au rebut : -104 k€

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 se sont élevés à 57 100 euros.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-5 607 402	
Résultat exceptionnel (et participation)	7 603 557	
Résultat comptable	1 996 155	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 28%. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	14 112
Effort construction	42 138
TOTAL	56 250
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice	16 811 416

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

l'ensemble des transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclu à des conditions normales de marché.

Effectif au 31 décembre 2021

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	20	
Agents de maîtrise et techniciens	68	
Employés	2	
Ouvriers	504	
TOTAL	594	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			1 090 316
TOTAL			1 090 316

La Société a ouvert un Fonds Indemnisation pour Départ à la Retraite. Ce fonds collectif, souscrit auprès d'un organisme de crédit, est d'un montant de 32 k€ à la clôture.

Identité de la société-mère consolidant les comptes de la société

Financière Hygie, SAS au capital de 23 541 086 euros
20 Rue du Sentier
75 002 Paris
RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Tableau des filiales et participations

Société	Quote-part du capital détenu en %	Capital social	Réserves et report à nouveau (*)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
5asec France	100	80 800	165 992	2 796 516	2 796 516	0	5 425 530	-100 362

(*) en ce inclus les primes liées au capital

Aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours de l'exercice.

Crédit-bail et location financement

	OUVERTURE	Apport des sociétés fusionnées.	CLOTURE
Valeur d'origine :	3 173 580	1 736 257	4 909 837
Amortissements :			
Cumuls des exercices antérieurs	2 321 216	1 705 510	4 508 016
Dotations de l'exercice	481 290		276 673
TOTAL ACTIF	371 074	30 747	125 148
Redevances payées :			
Montants de l'exercice	511 295		288 666
TOTAL RESULTAT	511 295		288 666
Redevances restant dues :			
A 1 an au plus	288 315		124 032
Entre 1 et 5 ans	129 824		29 257
A plus de 5 ans			
TOTAL ENGAGEMENTS	418 139		287 032
Valeur résiduelle : non significatif			

Autres engagements financiers

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).

Soutien financier reçu de la société mère du groupe

Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec, a accordé son soutien financier à la société, jusqu'à la date d'approbation des comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022.

5àsec R.I.F.
Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 20.895.320,58 Euros
Siège social : 20 Rue du Sentier
75002 Paris
R.C.S Paris 418 782 025

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
PRISES LE 20 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt octobre à 14 heures 30, la société 5àsec Group, S.A.S. au capital de 16.916.759,19 € dont le siège est 20, Rue du Sentier, 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 498 018 233, associée unique, représentée par Monsieur Olivier BOCCARA représentant de la société Financière Hygie Présidente de 5àSec Group, a pris au siège social, les décisions ci-après.

Monsieur Olivier BOCCARA préside la séance en sa qualité de représentant de la société Financière Hygie Présidente de la société 5 à Sec GROUP Présidente de la société 5àSec RIF.

M. le Président constate :

- que le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.
- que Madame Martine AUMONT et Madame Sabine LE NOE membres du comité d'entreprise de l'unité économique et sociale sont *absents*

Le président dépose sur le bureau :

- La copie de la lettre de convocation du commissaire aux comptes titulaire
- La copie des convocations des membres du comité d'entreprise
- Le rapport de gestion du Président
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe)
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice
- Le texte des décisions proposées

Le président déclare que les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués à l'associé, ont été tenus à sa disposition au siège social dans les délais légaux et statutaires.

Le président rappelle que l'associée est appelée à se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président sur la gestion et les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de cet exercice,
- Approbation desdits rapports, comptes et bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2021, quitus au Président,
- Affectation des résultats,
-
- Expiration des mandats des Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant, et renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes titulaire personne morale,
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du Président, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 Décembre 2021 tels qu'ils sont présentés, ainsi que les actes de gestion accomplis par le Président au cours de l'exercice écoulé.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

23

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1.996.155 € diminué du report à nouveau débiteur de 763.553 €, soit la somme de 1.232.602 €, comme suit :

- . à la réserve légale 61.631 €
- . le solde 1.170.971 € en report à nouveau.

L'associé reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

.....

QUATRIEME DECISION

L'associé unique prend acte que les mandats des Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant expirent ce jour, et que la société est tenue d'avoir un commissaire aux comptes.

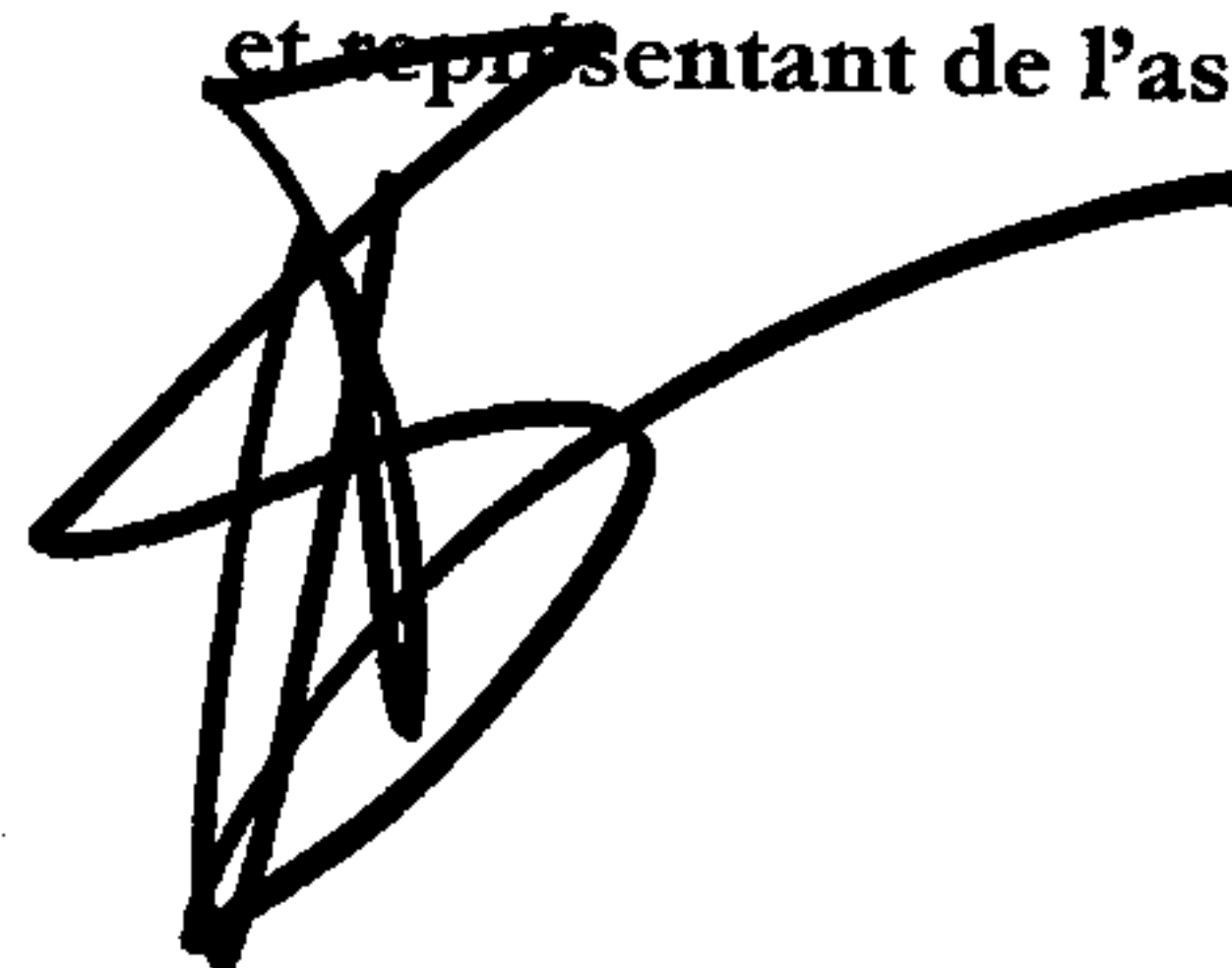
Il décide de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes titulaire la société Deloitte & Associés, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

CINQUIEME DECISION

L'associé confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent extrait de procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président de séance et représentant de l'associé unique.

M. Olivier BOCCARA Président de séance
et représentant de l'associé unique



5A SEC R I F

Société par actions simplifiée

20, Rue du Sentier

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

5ASEC R I F

Société par actions simplifiée

20, Rue du Sentier

75002 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société 5ASEC R I F

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 5ASEC R I F relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 27 septembre 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Benoit Pimont

Benoit PIMONT

COMPTES ANNUELS

en euros

5A SEC R I F

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Bilan au 31/12/2021

20, Rue du Sentier

75002 PARIS

SIRET : 41878202501888

NAF : 9601B

Sommaire

Bilan Actif	4
Bilan Passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite)	7
ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	9
Règles et méthodes comptables.....	10
Faits caractéristiques de l'exercice.....	14
Evènements postérieurs à la clôture	15
Etat des immobilisations	16
Etat des amortissements	18
Etat des provisions	19
Etat des créances	20
Etat des dettes.....	21
Charges à payer	22
Détail des charges à payer	22
Produits à recevoir.....	23
Détail des produits à recevoir.....	23
Produits et charges constatés d'avance	23
Fonds commercial	24
Composition du capital social	24
Mouvements sur capitaux propres.....	25
Ventilation du chiffre d'affaires net	25
Décomposition du résultat exceptionnel	26
Honoraires du commissaire aux comptes.....	26
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	26
Accroissements et allègements de la dette future d'impôts.....	27
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	28
Effectif au 31 décembre 2021	28
Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés.....	29
Identité de la société-mère consolidant les comptes de la société.....	29
Tableau des filiales et participations	29
Crédit-bail et location financement	30
Autres engagements financiers.....	30
Soutien financier reçu de la société mère du groupe	30

Etats financiers

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement	611 738	31 185	580 553	
Frais de développement	6 558	16 558	(10 000)	396
Concessions, brevets et droits similaires	811 978	807 743	4 235	(11 200)
Fonds commercial	44 525 359	14 757 411	29 767 948	22 205 321
Autres immobilisations incorporelles	728 777	216 900	511 877	203 557
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions	589 061	497 201	91 860	113 175
Installations tech., matériels et outillages industriels	10 243 257	9 606 942	636 316	606 642
Autres immobilisations corporelles	17 688 795	16 208 245	1 480 550	932 816
Immobilisations en cours	38 103		38 103	103 766
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	2 992 503		2 992 503	2 993 503
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	6 122		6 122	(402)
Prêts	(290)		(290)	
Autres immobilisations financières	1 816 121	409 488	1 406 633	935 225
TOTAL (I)	80 058 083	42 551 673	37 506 410	28 082 801
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements	333 616		333 616	305 916
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	2 023 989	278 290	1 745 699	636 661
Autres	4 170 985		4 170 985	1 455 730
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres	13 863		13 863	6 932
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>	4 955 296		4 955 296	1 021 604
<i>Charges constatées d'avance</i>	985 428		985 428	726 427
TOTAL (II)	12 483 178	278 290	12 204 887	4 153 269
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)	92 541 261	42 829 964	49 711 297	32 236 070

Bilan Passif

Bilan passif	Du 01/01/2021	Du 01/01/2020
	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital social individuel dont versé :20895320.58	20 895 321	20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
- Réserve légale	434 260	434 260
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	(763 553)	(916)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 996 155	(6 302 480)
Subventions d'investissement	188 036	135 000
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	22 750 219	15 161 184
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	5 930	6 242
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)	5 930	6 242
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	624 156	433 040
Provisions pour charges		(2 324)
TOTAL (II)	624 156	430 716
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	955 776	4 964 071
Emprunts et dettes financières diverses	6 906 721	671
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	670 476	472 489
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 448 101	7 505 693
Dettes fiscales et sociales	4 180 466	3 141 779
Autres dettes	1 169 453	553 227
TOTAL (III)	26 330 993	16 637 929
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	49 711 297	32 236 070

Compte de résultat

Compte de résultat	Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	10		10	700
Production vendue de services	27 903 951		27 903 951	16 035 345
Chiffre d'affaires Net	27 903 961		27 903 961	16 036 045
Subventions d'exploitation reçues			1 349 103	32 121
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			226 201	50 049
Autres produits			603	9 316
TOTAL (I)			29 479 868	16 127 531
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			7 347	2 539
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 646 055	1 015 151
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			118 517	(8 281)
Autres achats et charges externes *			17 325 742	11 275 701
Impôts, taxes et versements assimilés			725 443	713 831
Salaires et traitements			10 021 045	6 050 954
Charges sociales			2 048 436	1 492 989
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 356 994	618 756
Dotations aux provisions sur immobilisations			1 028 663	
Dotations aux provisions sur actif circulant			80 125	35 895
Autres charges			294 992	162 234
TOTAL (II)			34 653 360	21 359 769
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			655 737	492 299
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			(5 173 492)	(5 232 238)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				31
TOTAL (V)				31
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées			433 910	895 172
TOTAL (VI)			433 910	895 172
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			(433 910)	(895 140)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			(5 607 402)	(6 127 378)

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 871 248	2 388
Sur opérations en capital	6 857 074	3 325 929
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 340 334	60 565
TOTAL (VII)	12 068 655	3 388 881
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	399 710	1 998 251
Sur opérations en capital	1 722 164	6 242
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 343 225	1 559 490
TOTAL (VIII)	4 465 098	3 563 983
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	7 603 557	(175 102)
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	41 548 523	19 516 444
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	39 552 368	25 818 924
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 996 155	(6 302 480)

Annexes

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

(Décret n°83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 49711297.31 euros au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 1996155.32 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de la Société « 5 à sec RIF » ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n°2016 -07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
 - Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément au principe de continuité d'exploitation, qui est notamment assuré par le soutien financier accordé par Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation à la suite de l'adoption le 15 décembre 2020 par le Tribunal de Commerce de Paris du plan de redressement par continuation de la Société.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : l'entreprise a retenu les durées réelles d'utilisation telles qu'elles sont prévues au niveau du groupe pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées comme suit :

La décomposition des actifs incorporels est principalement constituée de la valeur des fonds de commerce, ainsi que de malis techniques précédemment activés. Ces actifs sont présumés avoir une durée d'utilisation non limitée, ils sont donc non amortissables. Dès lors, ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur (règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015).

La valeur actuelle des fonds de commerce et des malis techniques est donc appréciée chaque année par référence à la :

- la valeur de marché : accord de vente irrévocable sur un marché actif ou transactions récentes sur un actif similaire
- la valeur d'usage : appréciée en appliquant la méthode des Discounted Cash-Flow (D.C.F)

Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire des fonds de commerce et malis techniques est inférieure à la plus grande de ces deux valeurs.

Les dépréciations d'un fonds commercial, antérieures et postérieures à 2016, sont irréversibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise comptable.

A défaut de valeur de marché et d'expertises réalisées par des tiers, la Société a retenu la méthode des DCF. Ces projections de flux de trésorerie ont été estimées, par magasin, à partir du Business Plan 2022 établi par la Direction du Groupe. Les valeurs terminales ont été estimées sur la base des flux de trésorerie normatifs projetés en fin de période.

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	31/12/21	31/12/20
CAPEX	3% du CA	3% du CA
Frais de structure	3% du CA	3% du CA
Taux d'actualisation	12,12%	11,82%
Croissance à l'infini	1,4%	1,6%
Fiscalité	25,8 % sur la Valeur terminale	25,8 % sur la Valeur terminale

Une revue avec la Direction Générale France a permis d'inventorier les sites en difficulté (ex : arrivée d'un concurrent, zone commerciale sinistrée, travaux.) et ceux pour lesquels un plan d'action a été initié (ex : rénovation des magasins). Par ailleurs, la Direction considère que, pour les actifs récemment acquis, une période de deux ans est nécessaire pour mesurer les effets positifs de leur intégration au réseau (mise en œuvre de la politique marketing, politique prix, plan de rénovation).

Dans les deux cas (mise en œuvre d'un nouveau projet ou acquisition récente), et dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, le Groupe procèdera à la mise sous observation du site pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

A la suite du test de dépréciation, dix magasins ont fait l'objet d'une dépréciation pour un montant global de - 677 k€.

L'analyse de sensibilité est la suivante :

Montant en milliers d'euros :

		10,62%	11,12%	11,62%	12,12%	12,62%	13,12%	13,62%
Taux de croissai	1,30%	(525)	(572)	(630)	(683)	(732)	(776)	(817)
	1,35%	(522)	(569)	(626)	(680)	(729)	(774)	(815)
	1,40%	(519)	(566)	(623)	(677)	(726)	(771)	(812)
	1,45%	(515)	(563)	(619)	(673)	(723)	(768)	(810)
	1,50%	(512)	(560)	(615)	(670)	(720)	(765)	(807)

Par ailleurs, à la suite de la fermeture de 3 magasins (Caen 6 juin, Saint Egrève, Croix des petits Champs à Paris) et de la cession de 3 autres (Elbeuf, Meylan et Neuilly), la société a procédé à la reprise exceptionnelle des dépréciations associées pour un montant global de 540 K€, dépréciations qui portaient la valeur nette comptable de ces actifs à 94 k€.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 44 525 K€, la dépréciation globale est de 14 757 k€.

Les frais de développement sont immobilisés dès lors que les projets remplissent l'ensemble des critères prévus à l'article 311-3.2 du PCG. Ces derniers sont immobilisés au coût de production et amortis selon la durée de vie estimée du projet, sur un délai maximum de 5 années. Les montants immobilisés à ce jour correspondent à des développements sur notre logiciel de caisse P2WEB. Il s'agit des heures d'études et de mises au point effectués par les équipes "ABO". Ces frais de recherche et de développement s'intègrent plus largement dans le projet de développement de l'ERP " NAVISION " au niveau du Groupe.

Les autres durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels informatiques de 2 à 7 ans
- Agencement des constructions 10 ans
- Matériel et outillage de 2 à 10 ans

▪ Agencements, aménagements et installations	10 ans
▪ Matériel de transport	3 ans
▪ Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
▪ Mobilier	de 7 à 8 ans

II. IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat ainsi que par les frais accessoires d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour le groupe, celle-ci tient compte de la quote-part de la situation nette détenue, de la valeur de marché et des perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la quotepart de l'actif net réévalué des filiales, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les décisions prises ou les actions envisagées ne contredisent pas les hypothèses retenues.

Au cours de l'exercice, les dépôts de garantie versés à nos bailleurs ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 325k€ portant la dépréciation globale à 409k€.

III. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti" (FIFO).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat, ainsi que les frais accessoires.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

IV. CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette dépréciation est appréciée au cas par cas. Aucune méthode de dépréciation statistique n'est appliquée.

V. CHANGEMENT DE METHODES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général et aux Principes Comptables généralement admis.

VI. PROVISIONS

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté.

Les provisions pour risques inscrites au bilan de clôture, soit un montant de 624 K€ ont pour vocation de couvrir des contentieux sociaux. L'évaluation du risque encouru correspond à une appréciation de notre conseil sur ces différents contentieux engagés à cette date.

- Contrôles fiscaux :

La société 5 à SEC RIF a fait l'objet d'un contrôle de vérification de l'application des législations de sécurité sociale, d'assurance chômage et de garantie des salaires au cours de l'année 2013. Ce contrôle de vérification a donné lieu à redressement pour un montant initial de 292 K€, hors pénalités, régulièrement inscrit dans les comptes. Compte tenu du délai de prescription, le solde non réclamé a été totalement repris dans les comptes de la Société (178 k€).

VII. Crédit d'Impôt Recherche :

La créance inscrite à l'actif du bilan associée au Crédit d'Impôt Recherche s'établit à un montant global de 19 K€. Elle n'a pas fait l'objet de mobilisation.

VIII. ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

La convention collective prévoit le règlement d'indemnités de fin de carrière.

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite entre 166 et 172 trimestres selon les générations avec une rotation du personnel sur la base du réel constaté en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu à 1.0 % (vs 0,5% lors de l'exercice précédent), ainsi qu'une progression annuelle de 1.9% des salaires iso (vs 1,8 % retenu lors l'exercice précédent)
- La table de mortalité utilisée est celle fournie par l'Institut National des Etudes Démographiques (table 2015-2017 par sexe)

IX. UTILISATIONS D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES ET JUGEMENTS DE LA DIRECTION

Le Groupe procède régulièrement à des estimations et établit des hypothèses qui ont un impact sur la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, sur des éléments de produits et de charges ainsi que sur les informations données dans les notes en annexe.

Ces estimations et hypothèses font l'objet de révisions et d'analyses régulières qui intègrent les données historiques ainsi que les données prévisionnelles considérées comme les plus probables.

Une évolution divergente des estimations et hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

▪ Exécution du plan de redressement par continuation :

Le 28 avril 2020, la Société a été placée en procédures collectives de redressement judiciaire. La période d'observation s'est conclue le 15 décembre 2020 par l'adoption d'un plan de redressement par continuation.

Le 23 février 2021, date d'exécution du plan, la Société a payé les dividendes des créanciers suivants :

- les créances inférieures ou égales à 500€ ont été payées intégralement.
- les créanciers ayant opté pour l'option courte (règlement de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) ont été payés à la même date (888 K€ versé).

D'un point comptable, le fait générateur de l'apurement de passif à l'égard des tiers est la date d'exécution du plan. En conséquence, au 31 décembre 2020, les dettes à l'égard des créanciers tiers figuraient toujours au passif pour un montant global de 6 477 K€ (TTC).

A ces dettes s'ajoutent 452 K€ TTC de dettes rachetées par l'actionnaire auprès de fournisseurs jugés stratégiques. L'abandon de la totalité des créances détenues par l'actionnaire a été également comptabilisé le 23 février 2021.

A la date anniversaire de l'adoption du plan de continuation par le Tribunal de commerce de Paris (15 décembre 2020), la société a payé le premier dividende pour les créanciers ayant choisi l'option longue soit un paiement échelonné de 100% du montant des créances admises selon le calendrier suivant : 5% à la date du premier au sixième anniversaire de l'adoption du plan et 70% à la date du septième anniversaire de l'adoption du plan (165 K€ versé).

A la clôture, et sous réserve des contestations en cours, le total des dividendes restant à payer sur 6 ans s'élève à 3 143 k€.

Montant en euros	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027
Dettes Fournisseurs	88 114	88 114	88 114	88 114	88 114	1 233 596
Dettes fiscales non courant	28 396	28 396	28 396	28 396	28 396	397 543
Dettes sociales non courant	12 910	12 910	12 910	12 910	12 910	180 742
Emprunts auprès de établissement de crédit	36 007	36 007	36 007	36 007	36 007	504 094
TOTAL CREANCIERS OPTION LONGUE	165 427	165 427	165 427	165 427	165 427	2 315 975

▪ Acquisitions et cessions :

En date du 15 février 2021, la Société a acquis l'intégralité des parts de la SAS Sopress auprès de la société Presspro. La société Sopress exploite deux pressings dans le centre de Lyon.

En date du 13 avril 2021, la société a procédé à la cession d'un droit au bail sis à Neuilly (provenance de la société absorbée GSBC). La cession du magasin d'Elbeuf est intervenue le 1^{er} juin 2021. Puis, en date du 18 juin 2021, la société a procédé à la cession d'un fonds de commerce, sis à Meylan (provenance de la société absorbée Press38).

- Opérations de restructuration juridique :

5àSec RIF a absorbé, par voie de fusion, les sociétés Teintureries Letourneur, Soyez BCBG, GSBC et Newpresspro. La fusion de la société Part Dieu est intervenue le 22 juin 2021. La transmission universelle de patrimoine de la société Sopress a été réalisée en date du 30 septembre 2021. Les autres fusions ont un effet année pleine.

Compte tenu de ces opérations de restructuration juridique le bilan et le compte de résultat au 31/12/2021 présentent une comparabilité limitée avec le bilan et compte de résultat au 31/12/2020.

- Financement :

En mai 2021, la Société a sollicité une demande de prêt relais en attendant de recevoir les aides prévues dans le cadre du COVID. Le 1^{er} juin 2021, la Société a ainsi perçu un prêt 1 500 k€ auprès du CODEFI. À la suite de l'obtention partielle de ces aides, le prêt relais a été remboursé à hauteur de 1 316 k€.

Evènements postérieurs à la clôture

- **Activité**

Sur le début de l'année 2022, le contexte global (crise de l'énergie, crise en Ukraine) implique une inflation conséquente sur les consommables et l'énergie. La décision de relever le SMIC en France (qui sont en partie le corolaire de cette crise) est également un risque à prendre en compte.

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations (*)	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Frais d'établissement et de développement	4 558		613 738
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 326 630		11 739 484
TOTAL	34 331 188		12 353 222
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Constructions sur sol d'autrui	21 343		
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.	328 767		238 951
Installations techniques, matériel et outillages ind.	5 440 735		4 802 523
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	10 677 672		5 553 366
Mat. de transport	187 814		42 058
Mat. de bureau et info., mobilier	659 786		568 099
Immobilisations corporelles en cours	103 766		
Avances et acomptes			
TOTAL	17 419 883		11 204 997
<i>Immobilisations financières</i>			
Autres participations	2 993 503		
Autres titres immobilisés	(402)		6 524
Prêts et autres immobilisations financières	992 713		823 118
TOTAL	3 985 815		829 642
TOTAL GENERAL	55 736 886		24 387 861

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			618 296	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			46 066 114	
TOTAL		(0)	46 684 411	
Constructions sur sol d'autrui			21 343	
Inst. gales., agencts. et aménagt. const			567 718	
Installations techniques, matériel et outillages ind.			10 243 257	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			16 231 038	
Mat. de transport			229 872	
Mat. de bureau et info., mobilier			1 227 886	
Immobilisations corporelles en cours		65 664	38 103	
TOTAL		65 664	28 559 216	
Autres participations		1 000	2 992 503	
Autres titres immobilisés			6 122	
Prêts et autres immobilisations financières			1 815 831	
TOTAL		1 000	4 814 456	
TOTAL GENERAL		66 664	80 058 083	

Etat des amortissements

Cadre A				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augment. (*)	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'étab. et développement	4 162	43 581		47 744
Autres postes d'immo. incorp.	711 416	313 227		1 024 643
TOTAL	715 578	356 808		1 072 386
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	215 592	260 267		475 859
Constructions sur sol d'autrui	21 343			21 343
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	4 834 093	4 772 849		9 606 942
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	9 766 782	5 140 967		14 907 749
Matériel de transport	187 525	39 337		226 862
Mat. de bureau et informatique, mobilier	638 149	435 485		1 073 634
TOTAL	15 663 484	10 648 905		26 312 388
TOTAL GENERAL	16 379 062	11 005 713		27 384 774

(*) en ce inclus les apports des sociétés fusionnées

Note : la Société ne comptabilise pas d'amortissements ou de provisions dérogatoires

Etat des provisions

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour litiges	433 040	341 500	(150 384)	624 156
Autres provisions pour risques et charges	(2 324)	2 324		
TOTAL	430 716	343 824	(150 384)	624 156

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations (*) des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations incorporelles	11 217 536	4 062 816	(522 940)	14 757 411
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres mis en équivalence				
Immobilisations titres de participations		3 188 279	(3 188 279)	
Immobilisations financières	57 488	352 000		409 488
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	41 085	237 205		278 290
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	11 316 109	7 840 300	(3 711 219)	15 445 190
TOTAL GENERAL	11 746 825	8 184 124	(3 861 603)	16 069 345
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		2 465 782		
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles		2 343 225	(3 861 603)	
Dont apport des sociétés fusionnées		3 375 117		
(*) En ce inclus les apports des sociétés fusionnées				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Prêts (1) (2)	(290)		(290)
Autres immobilisations financières	1 816 121		1 816 121
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	5 943	5 943	
Autres créances clients	2 018 046	2 018 046	
Personnel et comptes rattachés	70 705	70 705	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	155 812	155 812	
Impôts sur les bénéfices	93 669	93 669	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 697 257	1 697 257	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	452	452	
Groupe et associés (2)	1 894 698	1 894 698	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	258 392	258 392	
Charges constatées d'avance	985 428	985 428	
TOTAL	8 996 233	7 180 402	1 815 831
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	290		
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances	
			A plus d'1 an (*)	A plus de 5 ans (*)
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	45 995	45 995		
- à plus d'1 an à l'origine	909 781	77 350	127 832	704 599
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	2 676	2 676		
Fournisseurs et comptes rattachés	12 448 101	10 862 049	88 114	1 497 938
Personnel et comptes rattachés	1 633 092	1 633 092		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 088 764	856 381	12 910	219 473
Taxe sur la valeur ajoutée	1 235 838	724 711	28 396	482 731
Autres impôts, taxes et assimilés	222 773	222 773		
Groupe et associés (2)	6 904 045	6 904 045		
Autres dettes	1 169 453	1 169 453		
TOTAL	25 660 517	22 498 525	257 252	2 904 741
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 534 656			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 914 526			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

* dont échéances à plus d'un an liées à l'exécution du plan de redressement par continuation jusqu'en 2027.

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38 007	5 173
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 335 062	1 925 622
Dettes fiscales et sociales	2 154 255	1 381 783
TOTAL	4 527 324	3 312 578

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
16884000 Intérêts courus Sur emprunts auprès des établissements de crédit	32 834	
51810000 Intérêts courus à payer	5 173	5 173
40810000 Fournisseurs Factures non parvenues	2 335 062	1 925 622
42810000 PROV 35 HEURES	143 832	62 865
42820000 Dettes provisionnées pour congés à payer	1 131 064	648 512
42862000 PROV SUR PRIMES	217 546	93 900
42865000 prov ind CDD	14 804	9 435
43810000 PROVISION CHGES MODULATION	31 977	23 498
43820000 Charges sociales sur congés à payer	221 187	199 058
43830000 CH SOC / primes	77 624	42 130
43860000 Autres charges à payer	17 706	
43860500 ORGANISME SOCIAUX A PAYER	78 850	230 641
43861000 CH SOC / 35 HEURES	14 465	
43862000 ch / prov ind CDD		2 642
43864000 C.I.L	70 954	27 310
43865000 TAXE APPRENTISSAGE	38 710	39 761
43868000 AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	89 127	
44860000 Etat Charges à payer	6 406	2 031
TOTAL	4 527 324	3 312 578

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	215 172	
Autres créances	141 197	(26 397)
TOTAL	356 369	(26 397)

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
41800000 Clients Produits non encore facturés	174 790	
41810000 Clients Factures à établir	40 381	
40980000 Rabais, remises, ristournes à obtenir et autres avoirs non encore reçus	139 785	-26 397
TOTAL	356 369	(26 397)

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'exploitation	985 428	726 427
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	985 428	726 427

Fonds commercial

	31/12/2020			Mouvements de l'exercice			31/12/2021		
Désignation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL	Apport des fusions	Sortie	Dotation	Achetés	Reçus en apport	TOTAL
Fonds de commerce	7 291 602	22 320	7 313 922	5 829 733	-311 409		7 291 602	5 540 644	12 832 246
Droit au bail	1 284 589		1 284 589	1 377 656	-156 860		1 284 589	1 220 796	2 505 385
Droit d'entrée	571 219		571 219	333 320			571 219	333 320	904 539
Mali technique	0	24 673 583	24 673 583	4 505 453	-167 071		0,00	29 011 965	29 011 965
Valeur brute	9 157 410	24 695 903	33 843 313	12 046 163	-635 340		9 147 410	36 106 726	45 254 136
Dépréciation			-11 447 935	-3 403 293	540 080	-676 663			-14 987 810
VNC			22 395 379	8 642 870	-95 260	-			30 266 326

A l'ouverture, la société a réintégré des droits d'entrées pour une valeur brute de 420 k€, partiellement déprécié à hauteur de 230 k€.

Les principales variations de la période concernent :

- Les apports des sociétés fusionnées
- La dépréciation constatée au titre des tests de valeur cf. Règles et méthodes comptables. I. Immobilisations corporelles et incorporelles.
- A la suite de la fermeture ou la cession de 6 magasins, la Société a procédé à la sortie des fonds de commerce ou droits au bail et des dépréciations associées.

A l'issue du présent bilan, la valeur brute des fonds et malis techniques précédemment activés, est de 45 254 K€, la dépréciation globale est de -14 987 K€.

Composition du capital social

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice	1 418 927	14,73	20 895 321

Pas de mouvement sur l'exercice.

Mouvements sur capitaux propres

	Début exercice	Affectation	Fusions	Fin exercice
Capital Social	20 895 321			20 895 321
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0			0
Réserve légale	434 260		0	434 260
Autres réserves	0			0
Report A nouveau	-916	-6 302 480	7 066 033	763 553
Résultat 2020	-6 302 480	6 302 480		
Résultat 2021				1 996 155
TOTAL	15 026 184		7 066 033	22 562 182

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	10
Ventes de produits finis	
Prestations de services	27 903 951
TOTAL	27 903 961

Répartition par marché géographique	Montant
France	27 903 961
Etranger	0
TOTAL	27 903 961

Décomposition du résultat exceptionnel

Le bénéfice exceptionnel de 7 604 k€ de l'exercice s'explique principalement par :

- les abandons consentis par les tiers ayant choisi l'option courte (paiement immédiat de 15 % de leurs créances pour solde de tout compte) dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation + 6 078 k€
- l'abandon de créance consenti par l'actionnaire dans le cadre du rachat de créances de fournisseurs privilégiés + 558 k€
- les honoraires de conseil dont ceux engagés dans le cadre des procédures collectives : - 367 k€
- les reprises nettes pour dépréciation des actifs apportées par les fusions + 1 107 k€
- les dotations nettes pour litiges et contentieux sociaux : - 109 k€
- les régularisations nettes sur exercices antérieurs (fournisseurs, charges sociales) : + 421 k€
- les moins-values sur cession et mise au rebut : -104 k€

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 se sont élevés à 57 100 euros.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-5 607 402	
Résultat exceptionnel (et participation)	7 603 557	
Résultat comptable	1 996 155	

La charge d'intégration fiscale a été calculée au taux de droit commun, soit 28%. La ventilation de l'impôt sur les bénéfices tient compte des réintégrations et des déductions fiscales opérées dans le résultat fiscal.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
Provisions règlementées :	0
Autres :	0
TOTAL	0
Allègements de la dette future d'impôts	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Contribution C3S	14 112
Effort construction	42 138
TOTAL	56 250
Amortissements réputés différés	
Déficit reportable en fin d'exercice	16 811 416

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

La société 5 à Sec RIF réalise des transactions commerciales avec les autres entités du groupe 5 à Sec. Les transactions les plus significatives concernent les relations avec l'autre filiale France, à savoir l'entité 5 à Sec France. A ce titre, les mouvements les plus significatifs ont trait à :

- L'achat de cartes de fidélité
- La charge afférente à la refacturation des coûts associés à l'activité B2B, notamment le service commercial ainsi que les frais administratifs qui y sont liés (facturation : recouvrement)
- La charge afférente à la mise à disposition du personnel administratif et des frais qui y sont associés (Service comptable principalement)
- La rémunération des prêts intra-Groupe conformément à la convention de prêts liant les entités du Groupe 5 à sec.

l'ensemble des transactions avec des entreprises liées (ou avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation) ont été conclu à des conditions normales de marché.

Effectif au 31 décembre 2021

En nombre qu'équivalent temps plein (hors apprentis)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	20	
Agents de maîtrise et techniciens	68	
Employés	2	
Ouvriers	504	
TOTAL	594	

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			1 090 316
TOTAL			1 090 316

La Société a ouvert un Fonds Indemnisation pour Départ à la Retraite. Ce fonds collectif, souscrit auprès d'un organisme de crédit, est d'un montant de 32 k€ à la clôture.

Identité de la société-mère consolidant les comptes de la société

Financière Hygie, SAS au capital de 23 541 086 euros
20 Rue du Sentier
75 002 Paris
RCS Paris 831 151 501

La société fait par ailleurs partie d'un groupe fiscalement intégré (article 223 A du CGI) dont la société Financière Hygie constitue la tête de groupe. La société 5 à Sec RIF calcule son impôt sur les sociétés comme si elle était imposée séparément, indépendamment du fait qu'elle soit membre d'un groupe fiscalement intégré.

Tableau des filiales et participations

Société	Quote-part du capital détenu en %	Capital social	Réserves et report à nouveau (*)	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
5asec France	100	80 800	165 992	2 796 516	2 796 516	0	5 425 530	-100 362

(*) en ce inclus les primes liées au capital

Aucune distribution de dividendes n'est intervenue au cours de l'exercice.

Crédit-bail et location financement

	OUVERTURE	Apport des sociétés fusionnées.	CLOTURE
Valeur d'origine :	3 173 580	1 736 257	4 909 837
Amortissements :			
Cumuls des exercices antérieurs	2 321 216	1 705 510	4 508 016
Dotations de l'exercice	481 290		276 673
TOTAL ACTIF	371 074	30 747	125 148
Redevances payées :			
Montants de l'exercice	511 295		288 666
TOTAL RESULTAT	511 295		288 666
Redevances restant dues :			
A 1 an au plus	288 315		124 032
Entre 1 et 5 ans	129 824		29 257
A plus de 5 ans			
TOTAL ENGAGEMENTS	418 139		287 032
Valeur résiduelle : non significatif			

Autres engagements financiers

Dans le cadre de l'exécution du plan de redressement par continuation de la Société, adopté par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 15 décembre 2020, la Société s'est engagée à rembourser ses créanciers pour un montant global de 3 143 k€. (cf. Faits marquants de l'exercice).

Soutien financier reçu de la société mère du groupe

Financière Hygie, société mère du groupe 5àSec, a accordé son soutien financier à la société, jusqu'à la date d'approbation des comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022.